

## **LES MINISTRES DES FINANCES DU G7 DISCUTENT DES OPTIONS POSSIBLES POUR ACCROÎTRE LA PRESSION EXERCÉE SUR LA RUSSIE EN VUE DE METTRE FIN À SA GUERRE CONTRE L'UKRAINE**

**Le 12 septembre 2025 – Ottawa (Ontario) – Ministère des Finances Canada**

Aujourd'hui, l'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Finances et du Revenu national, a présidé une réunion des ministres des Finances du G7 pour discuter d'autres mesures possibles pour accroître la pression exercée sur la Russie en vue de mettre fin à sa guerre contre l'Ukraine.

La position de plus en plus agressive adoptée par la Russie, illustrée par ses récents bombardements en Ukraine, la violation de l'espace aérien polonais par des drones russes ce mercredi, et son manque d'ouverture à un cessez-le-feu, a motivé la tenue de cette réunion du G7. Le Canada, dans le cadre de son actuelle présidence du G7, demeure déterminé à travailler en étroite collaboration avec les alliés du G7 afin d'accroître la pression exercée sur la Russie et de soutenir la sécurité à long terme et le redressement de l'Ukraine.

Le G7 est déterminé à neutraliser la machine de guerre de la Russie. Il a tenu cette réunion aujourd'hui pour discuter du renforcement de mesures économiques pour faire obstacle à la capacité de la Russie à financer sa guerre. Les ministres des Finances du G7 ont convenu d'accélérer les discussions concernant l'utilisation accrue des actifs souverains russes immobilisés au profit du financement de la défense de l'Ukraine, de même que d'examiner d'autres mécanismes qui permettraient d'augmenter le soutien financier apporté à l'Ukraine. Ces mesures reposent sur les engagements qui ont été pris à Banff plus tôt cette année, notamment pour ce qui est de soutenir le redressement de l'Ukraine et de veiller à ce qu'aucun pays, entité ou acteur ayant financé ou fourni l'effort de guerre russe ne puisse tirer profit de la reconstruction de l'Ukraine.

Les ministres des Finances du G7 ont aussi discuté d'un éventail de mesures économiques possibles pour accroître la pression exercée sur la Russie, y compris d'autres sanctions et mesures commerciales, telles que des droits de douane, contre ceux qui permettent l'effort de guerre russe, ce qui s'ajoute aux mesures qui ont récemment été prises par le Canada, l'Union européenne et le Royaume-Uni pour abaisser le prix plafond du baril de pétrole brut d'origine russe en le faisant passer de 60 \$ US à 47,60 \$ US.